

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'AUGMENTATION DU TARIF DES DOUANES
SUR LES PRODUITS TEXTILES IMPORTÉS
DU MEXIQUE

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, je voudrais poser une question au très honorable premier ministre.

Dirait-il à la Chambre s'il est vrai que le gouvernement a augmenté de quelque 50 p. 100 les droits de douane sur les importations de produits textiles du Mexique?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je ne suis pas au courant de cela, monsieur le président, mais je constate que le ministre de l'Industrie et du Commerce est prêt à répondre à la question.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, cette augmentation du tarif sur le coton en provenance du Mexique a été faite pour la simple raison que le Mexique refusait d'accepter de restreindre volontairement ses exportations, comme le font les pays à faible coût de production qui ont conclu de semblables accords avec le Canada. Alors, nous n'avions pas d'autre choix que ce qui a été fait.

M. Latulippe: Une question supplémentaire, monsieur le président.

L'honorable ministre dirait-il à la Chambre si le Canada a pu, à cet effet, violer l'accord conclu en 1946 avec le Mexique?

M. l'Orateur: Je signale à l'honorable député que la question, telle que posée, est irrecevable. L'honorable député invite le ministre à exprimer une opinion sur l'interprétation d'une entente internationale. En ce sens, la question n'est pas recevable.

LES NATIONS UNIES

LE MAINTIEN DU PROGRAMME DE SECOURS
AUX RÉFUGIÉS PALESTINIENS

[Traduction]

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): J'ai pour le premier ministre une question dont je l'ai d'ailleurs prévenu. Quels projets le gouvernement a-t-il établi pour assurer que le programme des Nations Unies de secours aux réfugiés palestiniens ne prenne fin faute d'une contribution financière suffisante de la part des gouvernements parrains?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je remercie le député de m'en avoir prévenu mais je n'ai pas encore reçu la réponse du ministre. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourra, je pense, répondre à cette question à son retour. Il s'est

[M. l'Orateur.]

rendu à Bruxelles pour les réunions de l'OTAN, ainsi que la Chambre le sait, et il rentrera la semaine prochaine.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LA
FRANCE

[Français]

L'hon. Martial Asselin (Charlevoix): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Affaires extérieures (M. Sharp), je poserai ma question au très honorable premier ministre.

J'apprends que les ministres des Affaires extérieures de la France et du Canada se sont rencontrés hier et qu'ils ont passé l'éponge sur les difficultés diplomatiques. Le premier ministre peut-il dire quel a été l'esprit dans lequel s'est déroulée la discussion que le ministre des Affaires extérieures a eue avec son homologue français et pourrait-il s'étendre un peu plus sur ce sujet, pour la gouverne des députés?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur le président. J'attends moi-même des nouvelles au sujet de cette éponge.

L'hon. M. Asselin: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire.

Si ce qu'on nous a appris hier est vrai, le premier ministre du Canada entend-il rencontrer bientôt le Président de la France pour consolider nos liens diplomatiques avec ce pays?

M. l'Orateur: L'honorable député reconnaîtra que sa question supplémentaire est hypothétique.

LA FONCTION PUBLIQUE

LE RETARD CONCERNANT LES CHÈQUES
DE RAPPEL

[Traduction]

M. T. S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, je ne vois pas le ministre des Approvisionnements et Services à son fauteuil, mais comme il est censé être ici aujourd'hui, je présume qu'un ministre suppléant est disposé à répondre en son nom. J'aimerais savoir si l'objectif fixé pour disposer de tous les chèques de rappel dès la fin de novembre s'est réalisé, comme le ministre en avait exprimé l'espoir dans une réponse à mon honorable ami de Winnipeg-Nord-Centre le 29 octobre?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Je prends la question comme préavis au nom de mon collègue. Je crois comprendre que des progrès considérables ont